



LE FEM EST L'AVENIR DE L'HOMME

Sauver la biodiversité et le climat de notre planète coûte des milliards. Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) est le plus gros investisseur dans le développement durable. Mais cette tâche urgente a aujourd'hui besoin d'argent frais. Le Parlement fédéral examine bientôt l'ouverture d'un crédit-cadre de 138 millions de francs pour réapprovisionner ce fonds. Un investissement rentable pour les ressources naturelles, et vital pour l'humanité, avec quelques exemples d'utilisation.

La panthère des neiges, dans les montagnes d'Asie, rencontre aujourd'hui le même problème que le lynx chez nous il y a cent ans: comme ses proies ordinaires se font rares, elle se nourrit de plus en plus avec du bétail, s'attirant la fureur des paysans, au point d'être menacée d'extinction. Pour la sauver, il faut trouver des solutions permettant à ce grand félin de coexister pacifiquement avec l'homme.

C'est le but d'un projet piloté par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et par l'Union mondiale pour la nature (UICN), un projet qui vise des objectifs plus ambitieux encore. En effet, la panthère des neiges n'est que l'emblème d'un programme global pour une gestion durable des ressources naturelles.

Le Nord du Pakistan fait partie du toit du monde. C'est ici que se rejoignent les chaînes de l'Himalaya, de l'Hindu Kush et du Karakorum, pour culminer à 8607 mètres au K2, le deuxième sommet du monde. Plusieurs peuples, de langues et de cultures différentes, habitent dans cet écosystème. Dans la région couverte par le projet, 90 000 personnes vivent de l'élevage, un peu du tourisme et des emplois étatiques. Le revenu moyen par habitant se situe entre 100 et 150 dollars par an.

D'entente avec la population locale

La population est aussi pauvre que la diversité biologique est riche. En effet, 80% des espèces végétales sont endémiques, c'est-à-dire qu'on ne les rencontre qu'ici. Le projet vise donc à promouvoir

des modes d'exploitation sans amoindrir ces ressources. L'irrigation, par exemple, améliore le rendement des pâturages, de sorte que les éleveurs ne sont plus obligés de mener leur bétail plus haut dans la montagne où il entre en concurrence avec les ongulés sauvages. Le programme est réalisé d'entente avec la population locale, car chaque village trouve sa manière à lui de protéger la faune. Les habitants d'une vallée ont ainsi décrété que nul ne devait prendre part au mariage ou à l'enterrement de quelqu'un qui a abattu un bouquetin de l'Himalaya (espèce protégée), sauf si le fautif s'est excusé et amendé. Ce «décret» populaire a réussi là où toutes les interdictions venues d'en haut ont échoué: le braconnage n'a plus cours dans cette vallée.



La Suisse est dans le coup

Le FEM compte aujourd'hui 168 Etats membres. La Suisse occupe l'un des 32 sièges au sein de son Conseil, où elle est représentée par le directeur de l'OFEFP, M. Philippe Roch. La DDC (Direction du développement et de la coopération) et l'OFEFP travaillent en étroite collaboration sur ce dossier.

Le financement du fonds est réparti sur une base proportionnelle entre les divers donateurs. Jusqu'en 2001, la contribution de la Suisse s'est montée à 187 millions de francs. Le crédit-cadre demandé pour réapprovisionner le fonds, prévoit 112 millions pour le FEM, 15 millions pour le Fonds multilatéral ozone (aide aux pays en développement pour renoncer à la production de substances qui appauvrissent la couche d'ozone), et 6 millions pour financer de nouveaux engagements dans le domaine climatique, suite à la ratification du Protocole de Kyoto. L'argent vient en aide aux pays qui risquent de subir de plein fouet les conséquences des changements climatiques, des pays très pauvres ou insulaires, où le danger est maximal. Cinq 5 millions sont prévus pour la gestion du dossier «FEM et couche d'ozone» en Suisse.

Prévu pour cinq ans, ce crédit-cadre se monte à 138 millions, mais il générera à long terme un retour sur investissement bien plus élevé pour l'homme et pour l'environnement.

La panthère des neiges, espèce menacée au nord du Pakistan, emblème d'un programme de protection du milieu vital

Economies d'électricité en Thaïlande

Pour freiner l'augmentation de la demande d'électricité et réduire le CO₂ émis par sa production à base de combustibles, le gouvernement thaïlandais a lancé en 1994 un programme de cinq ans pour promouvoir des technologies moins «énergivores». Des campagnes d'information ont vanté les climatiseurs, frigos, ampoules et moteurs économes, et des mesures ciblées ont favorisé leur utilisation. Le programme a déjà réduit d'un million de tonnes les émissions annuelles de CO₂, il a économisé des centaines de millions de dollars en évitant la construction de nouvelles centrales. Et les consommateurs ont vu leur facture d'électricité baisser de 100 millions de dollars par an.

(FEM), aussi connu sous son nom anglais GEF. Le fonds finance – en y ajoutant un volet écologique – des projets de développement dans les pays du Sud et de l'Est, et aussi dans les pays émergents.

Le FEM n'investit que dans les projets de ses partenaires. Il collabore avec des organisations comme la Banque mondiale, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Les 4 milliards de dollars que le fonds a investis jusqu'ici ont mobilisé des apports trois fois plus élevés. C'est ce rôle de catalyseur que le FEM entend jouer, en lançant des projets novateurs. Il veut ainsi inciter d'autres organismes à investir dans l'environnement et le développement durable. Comme l'explique Anton Hilber de la section Questions

globales de l'OFEFP: «Le FEM est le principal instrument mondial de financement pour l'application concrète des conventions et protocoles internationaux sur l'environnement. Sa structure financière transparente évite tout excès bureaucratique. Le coût des transactions reste à un niveau raisonnable, ce qui garantit une utilisation extrêmement efficace de l'argent.»

Protéger la nature pour lutter contre la pauvreté

Les activités du FEM ont déjà fait l'objet de plusieurs évaluations externes. Il en ressort que, même avec des moyens modestes, le fonds soutient efficacement les pays en développement.

Le fonds s'est jusqu'ici concentré sur la biodiversité, le climat, les eaux internationales et la protection de la couche d'ozone. Mais il prévoit de lan-

LIENS

www.gefweb.org
www.ifc.org/enviro

De l'argent bien investi

La protection de la panthère des neiges et ce programme thaïlandais ne sont que deux des 900 projets soutenus par le Fonds pour l'environnement mondial

«LE FEM EST LE PRINCIPAL INSTRUMENT DE FINANCEMENT POUR L'APPLICATION DES CONVENTIONS SUR L'ENVIRONNEMENT.»



TABLEAU DE BORD

cer de nouveaux projets en faveur d'une gestion plus écologique des produits chimiques toxiques et de cofinancer des mesures contre la destruction des sols.

Le FEM consacre pourtant la majeure partie de ses activités à la biodiversité. Il intervient dans beaucoup de régions connues pour abriter une grande variété d'espèces animales et végétales. Dans ces régions, il veille à ce que les mesures pour protéger la nature améliorent aussi la vie des gens sur place.

Des résultats impressionnants, comme en Pologne

Un rapport d'évaluation relève que le fonds a obtenu des résultats «impressionnants» dans ce domaine. Il serait parvenu à développer des approches faisant largement intervenir la population, à améliorer le contexte politique et à créer des sources de revenus à long terme.

Parmi les projets visant à préserver le climat, on trouve surtout la promotion de nouvelles technologies comme les centrales solaires en zone rurale, les éoliennes et les ampoules économiques. Ces dernières consomment cinq fois moins d'électricité et possèdent une durée de vie bien plus longue que les ampoules à incandescence... mais comme leurs ventes stagnent, elles restent hélas nettement plus chères. D'où un projet du FEM en Pologne: une campagne ciblée et un marketing efficace ont permis aux ampoules économiques de s'imposer. On les trouve désormais aussi bien au supermarché que dans les petits magasins et leur prix a baissé d'un tiers. Ce projet a eu tant de succès qu'il a été repris par nombre d'autres pays.

Climat: un effet multiplicateur

Pour le climat, le FEM mise aussi sur l'effet multiplicateur. L'argent qu'il a investi dans des parcs d'éoliennes en Inde a nettement accru les investissements dans ce secteur, à tel point que le nombre des fabricants d'éoliennes est passé de trois à quinze en très peu de temps. Une étude du FEM conclut que sa stratégie peut jeter les bases d'une nette réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale. ■ *hjb*



INFOS

Anton Hilber, section Questions globales, OFEFP
031 322 92 97, fax 031 323 03 49
anton.hilber@buwal.admin.ch

La Suisse devient-elle éco-compatible? Le projet MONET (monitoring du développement durable) a mis au point plus de 100 indicateurs pour les institutions intéressées. Il s'agit aussi de sensibiliser le grand public à une évolution qui concilie les critères écologiques, sociaux et économiques.

Ania Biasio

Au Sommet de la Terre de Rio, en 1992, la Suisse s'est publiquement engagée en faveur du développement durable. Elaboré à la demande de l'OFEFP, de l'Office fédéral de la statistique (OFS) et du nouvel Office fédéral du développement territorial (ODT), le projet MONET doit montrer si le pays évolue dans le bon sens. Pour cela, il fallait une vue d'ensemble de notre marche vers la durabilité. L'instrument de mesure, c'est un «tableau de bord» comprenant plus de 100 indicateurs. 13 groupes de travail, formés de spécialistes de plusieurs offices et instituts de recherche, ont participé à sa mise au point. L'ensemble facilitera les débats lors de la conférence «Rio+10» de Johannesburg.

Un choix d'indicateurs

Les indicateurs reflètent des données relevées régulièrement. Ils signalent également les lacunes en matière d'information. Dans huit cas sur dix, les responsables entendent utiliser les données existantes. On les sélectionne d'après une grille d'analyse de 26 thèmes importants, comme la santé, les conditions de vie subjectives, la compétitivité, la consommation, le climat et la biodiversité. La base

DU DÉVELOPPEMENT DURABLE EN SUISSE

d'évaluation qualitative est constituée par 19 postulats portant sur les trois domaines classiques de la durabilité: «solidarité sociale», «efficacité économique» et «responsabilité écologique».

Exemple: l'indicateur «surfaces d'habitat et d'infrastructures». Associé à d'autres, il permet d'analyser les problèmes liés au sol. Les données disponibles (statistique OFS de la superficie) indiquent que la surface bâtie a augmenté de 13,3% en douze ans. Cette augmentation contrecarre la volonté de conserver à long terme les conditions de vie naturelles – notamment des espaces non bâtis. La progression constante de l'habitat et des infrastructures est contraire aux engagements pris en faveur de la responsabilité écologique.

rité, suivie des listes de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) et d'Eurostat, le service d'information statistique de l'Union européenne.

À la place de l'indicateur «surfaces d'habitat et d'infrastructures», l'ONU travaille avec une grille plus grossière, se basant sur le critère de la modification de l'utilisation du sol. L'accroissement de la surface bâtie comme facteur de l'utilisation humaine du sol y figure, tout comme l'influence des défrichements. Un indice mixte de ce genre a peu de sens en Suisse, car les indications sur l'évolution des surfaces bâties donnent plus de renseignements. Ces comparaisons ne livrent des résultats intéressants que pour des pays aux conditions socio-économiques similaires.

Une plate-forme d'information

Le projet MONET et ses indicateurs ne fournissent pas de solutions. En revanche, ils signalent les secteurs qui réclament une action urgente – ou qui sont en progrès. Le projet, conçu comme une plate-forme d'information sur Internet, est avant tout un outil de décision et de planification. MONET sert de référence pour permettre aux cantons et aux communes de développer leurs propres indicateurs. Parallèlement, le grand public pourra consulter cet instrument et visionner l'avancée vers le développement durable. Le sys-

tème sera constamment amélioré, en fonction des critiques et des suggestions. Les responsables du projet sont convaincus que la demande est réelle. Un compte rendu régulier sera donc publié. ■

LECTURE

OFS/OFEFP/ODT: *Einblick in Monet – das Schweizer Monitoring System*. Neuchâtel 2002; n° 518-0200;

OFS et OFEFP: *Le développement durable en Suisse – Éléments pour un système d'indicateurs*. Neuchâtel 1999; n° 311-9900;

à commander auprès de l'OFS
Service des publications
Espace de l'Europe 10
2010 Neuchâtel
fax 032 713 60 61
order@bfs.admin.ch

INFOS

André de Montmollin
Section Environnement
Office fédéral de la statistique
032 713 64 72, fax 032 713 65 46
umwelt@bfs.admin.ch

LIENS

MONET: www.monet.admin.ch
Indicateurs de l'ONU:
www.un.org/esa/sustdev/csd9/csd9_indi_bp3.pdf
(Indicators of Sustainable Development – Framework and Methodologies, UNO, New York, 1996)

La comparaison à l'échelle internationale est difficile

Un des objectifs du projet, c'est de comparer les résultats sur le plan international. On se sert donc si possible de valeurs également utilisées dans d'autres pays. La liste de la Commission du développement durable de l'ONU a eu la prio-